

JACQUES PLASSARD

**Reconsidération des problèmes de croissance après
quatre années de crise**

Journal de la société statistique de Paris, tome 119, n° 4 (1978), p. 332-335

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1978__119_4_332_0

© Société de statistique de Paris, 1978, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

RECONSIDÉRATION DES PROBLÈMES DE CROISSANCE APRÈS QUATRE ANNÉES DE CRISE

(Communication faite le 16 février 1978 devant les Sociétés de statistique de Paris et de France)

Jacques PLASSARD

Président de la S. E. D. E. I. S.

(Société d'étude et de documentation économique, industrielle et sociale)

Directeur de REXECO (Centre de recherche pour l'expansion économique)

L'auteur analyse la croissance et montre que ce qui paraît nouveau dans ce phénomène ce sont les rythmes et certaines de ses modalités. Pour cela, il examine les faits, analyse les causes et éclaire les perspectives.

The author studies growth and shows that rhythms and some of its modalities appear as something new in this phenomenon. In that purpose, he examines facts, analyzes causes and lightens prospects.

L'expression « nouvelle croissance » fait fortune. Pourtant, elle n'exprime apparemment qu'une vérité permanente. La croissance n'est pas et n'a jamais été davantage des mêmes biens, ce fut toujours une transformation, non pas plus des mêmes choses, mais des choses nouvelles : de la diligence au chemin de fer, puis l'automobile et enfin l'avion. En outre, l'expansion ne concerne pas des quantités physiques, mais des valeurs, valeurs attachées aux biens dans certains cas, valeurs attachées à des services immatériels dans d'autres. Ainsi, les progrès de qualité entraînent-ils une augmentation de la valeur d'une même quantité de matières, augmentation qui est mesurable objectivement, mais par la valeur marchande et non en unités physiques.

Ce qui paraît nouveau ce sont les rythmes et certaines des modalités de la croissance. Nous le verrons en examinant les faits, en analysant leurs causes et en éclairant les perspectives.

I — LES FAITS

L'idée généralement répandue est que l'expansion s'est ralentie. La réalité est qu'il y a un ralentissement net et brutal au Japon, avec passage d'un rythme de croissance de l'ordre de 9 % à un rythme de l'ordre de 5 %. En Europe continentale, le ralentissement est, là aussi, incontestable, mais il a été à la fois plus progressif et plus limité. Le cas le plus clair

est celui de l'économie allemande dont la croissance se ralentit de façon quasi constante, mais reste encore dans la zone des 3 % l'an.

En revanche, aux États-Unis, le ralentissement n'apparaît guère, il est à peu près parallèle à celui de l'expansion démographique, en sorte que pour le produit intérieur par habitant le rythme de 2 % l'an est maintenu par-delà les oscillations conjoncturelles.

Enfin, si parmi les nations du tiers monde la plupart ne connaissent qu'une croissance faible comme cela était déjà le cas dans les périodes antérieures, on voit émerger certaines économies avec des expansions extrêmement rapides dont le poids et le rôle s'accroissent de façon appréciable. Ce sont en particulier les cas de la Corée du Sud, de Hong-Kong, de Taiwan, de Singapour et du Brésil. C'est aussi le cas de la plupart des pays exportateurs de pétrole. Certes, ils gaspillent en investissements mal « managés » une partie appréciable des richesses qui tombent dans leurs escarcelles, mais ils préparent néanmoins une expansion appréciable.

D'autre part, dans les pays développés, et notamment en Europe, il faut établir deux distinctions.

La première est entre la production et la demande nationale. La hausse du prix de certaines matières premières et, notamment celle de l'énergie, a conduit les pays développés à augmenter leurs livraisons au tiers monde sans recevoir davantage en échange. En s'en tenant aux seuls échanges commerciaux, sans tenir compte des ventes de services, les pays développés ont accru de 50 % leurs livraisons aux sous-développés.

Cela signifie qu'il y eut un ralentissement temporaire des progrès de la demande intérieure sans qu'il y eut un freinage identique sur la production nationale. Ceci a été mal perçu parce que cela est dû à des variations de prix relatifs et que les calculs en volume dissimulent lesdites variations puisqu'ils sont établis sur l'hypothèse de la fixité des structures de prix.

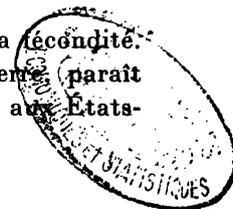
La seconde différence s'est établie entre la consommation d'une part, l'investissement d'autre part. Sauf en Angleterre et en Suède, la consommation a continué à progresser, même en Europe et au Japon, selon des rythmes peu différents de ceux de la période antérieure. Le ralentissement a porté essentiellement sur l'investissement et notamment sur l'investissement productif.

Cette disparité explique que le ralentissement affecte surtout l'industrie et le bâtiment et n'atteigne pas les services qui ne sont que rarement impliqués dans la formation de capital. On notera qu'il y eut, pour les producteurs de biens d'équipement, une compensation partielle à la baisse de l'investissement national dans le développement des exportations de biens d'équipement vers les pays du tiers monde, notamment pétroliers.

II — L'EXPLICATION DES PHÉNOMÈNES AFFECTANT LES PAYS DÉVELOPPÉS

Trois phénomènes expliquent les évolutions constatées. Le premier est la baisse des besoins, consécutive à la baisse des naissances, le second est la saturation de certains besoins après l'enrichissement inouï des 25 dernières années, le troisième est une normalisation de l'effort d'investissement.

Dans les pays développés, la natalité a baissé en raison de la chute de la fécondité. Seul le Japon, dont la fécondité avait été fortement réduite peu après la guerre, paraît échapper à la baisse récente de la natalité. Cette baisse est devenue significative aux États-



Unis depuis 1965, en Allemagne et en Belgique depuis 1967, en Angleterre depuis 1972 et en France depuis 1974.

Ce phénomène réduit les besoins, d'abord en crèches, puis en écoles, puis en logements et en emploi. Il est clair qu'il permet de réduire les « parcs » d'équipements de toute nature. S'il est délicat de déceler les diverses implications du processus, il réduit les besoins et les désirs et constitue un facteur de freinage pour l'expansion, particulièrement en ce qui concerne les investissements en construction. Lorsqu'on sait que la chute de la natalité a été de 40 % en Allemagne, de 25 % aux États-Unis et de 15 % en France, on discerne que ce phénomène joue un rôle déterminant, encore que très diversifié selon les pays.

Le second phénomène est que l'expansion de plusieurs nations, et surtout celle du Japon et de l'Europe, a été fortement stimulée au lendemain de la guerre par le besoin de reconstruction et par le désir d'atteindre le niveau de vie américain. Or, la reconstruction est largement dépassée tandis que des parts de plus en plus nombreuses de la population européenne et japonaise ont obtenu un niveau de vie comparable à celui des États-Unis. Dès lors, l'appétit de croissance, c'est-à-dire le goût pour le changement, fléchit et l'on observe un des nouveaux arbitrages entre des satisfactions non économiques (loisirs, écologie...) et les satisfactions économiques. Le bonheur était plus manifestement dépendant entre 1945-1950 de la richesse qu'il ne l'est aujourd'hui.

Le troisième phénomène, qui n'est pas indépendant des deux précédents, est que l'on affectait une part croissante du produit intérieur à l'investissement et que ceci ne pouvait être indéfiniment extrapolable, il y a une restauration de la part de la production affectée à la consommation. L'inflation avait conduit à précipiter l'investissement, quitte à le financer par emprunt, en spéculant sur la hausse des prix, sur la dépréciation de la monnaie. Il y eut ainsi des excès particulièrement manifestes et ce sont ces excès qu'il faut aujourd'hui « digérer », ce qui explique la dépression propre à l'investissement. Les récessions de l'après-guerre comportaient seulement des « digestions » d'excès de stocks, celle-ci comporte, en outre, une « digestion » des excès d'équipement. Or, si l'on peut évoquer un processus multiplicateur de l'investissement lors de son gonflement, il faut symétriquement penser à un processus « diviseur » lors du reflux.

III — PERSPECTIVES

Pour éclairer l'avenir, il faut considérer les probables évolutions des trois phénomènes qui viennent d'être évoqués.

Le plus simple concerne *l'investissement*. Le taux d'investissement avait été porté à un niveau excessif, il recule peu à peu et l'on peut prévoir que lorsqu'il sera tombé à un niveau insuffisant en regard d'une demande finale, qui même si elle progresse moins vite continue à progresser, alors il y aura reprise de l'investissement, au moins selon une pente ascendante parallèle à celle de la demande finale. La phase de dépression de l'investissement est transitoire et une reprise interviendra entre 1980 et 1985.

Beaucoup plus délicates sont les prévisions *démographiques*. Une thèse est que la baisse de la fécondité se prolongera dans les pays développés et qu'elle atteindra peu à peu les pays en voie de développement à mesure que leur niveau de vie et donc leur mode de vie se rapprocheront de ceux des pays développés. Mais il est possible que la fécondité cesse de baisser, voire se redresse dans les pays riches. On constate, non pas partout, mais notamment en France, un palier dans la natalité. Prendre ce phénomène, vieux seulement de

trois ans, pour un processus durable, n'est-ce pas prendre ses désirs pour une réalité? Qui le sait?

Encore plus difficile est l'appréciation du rythme probable de la croissance de la demande finale. On peut soutenir la thèse d'une orientation vers la croissance zéro, ce qui est vérifié en Angleterre depuis pratiquement 5 ans. Mais la thèse qui me paraît la plus probable est que le rythme de changement, qui répond aux désirs de l'homme actuel, n'est ni le rythme zéro, qui signifierait l'immobilisme, ni le rythme de cette croissance de l'après-guerre que certains qualifient de sauvage. Entre ces deux extrêmes, il y a un rythme qui fut en moyenne obtenu par les nations évoluées depuis environ 2 siècles et qui est de l'ordre de 2 % l'an par habitant. A mesure qu'une nation approche du niveau du record mondial, il semble assez naturel que ce soit un taux de cet ordre qui soit choisi.

Le taux de croissance n'est pas une fatalité, il n'est pas imposé par une divinité providentielle, il dépend du comportement des hommes et, lorsque nous faisons une prévision à son sujet, nous ne faisons qu'exprimer, sous une forme abstraite, ce que nous croyons déceler chez nos contemporains comme désir de changement. La répugnance au changement est manifeste dans nos sociétés, mais elle n'a pas effacé le désir de progrès.